Laboratoire Pareva et Biotech3D Ltd & Co. KG contre Commission européenne

Ordonnance du Président du Tribunal Trib. UE, 24 août 2018, aff. T-337/18 R et T-347/18 R,
Laboratoire Pareva et Biotech3D Ltd & Co. KG contre Commission européenne,
ECLI:EU:T:2018:587

Lucas SUTTO

Doctorant en Droit de l'Union européenne – IRDEIC

Le Président du Tribunal a été saisi de deux demandes en référé introduites par les sociétés Laboratoire Pareva (fabricant de la substance chlorhydrate de polyhexaméthylène biguanide – PHMB (1415; 4.7)) et Biotech3D Ltd & Co. KG (société cliente du Laboratoire Pareva qui utilise le PHMB (1415; 4.7) dans des formulations de produits biocides et des dispositifs destinés à être utilisés comme désinfectants et désodorisants).

La première demande, uniquement formée par le Laboratoire Pareva, tendait à surseoir à l'exécution de la décision d'exécution de la Commission¹ qui refusait l'approbation du PHMB (1415; 4.7) en tant que substance active existante destinée à être utilisée dans des produits biocides appartenant aux catégories suivantes : hygiène humaine, eau potable, protection des produits pendant le stockage. La seconde demande, introduite par les deux sociétés par acte séparé, visait à surseoir à l'exécution du règlement d'exécution de la Commission² qui approuvait, quant à lui, le PHMB (1415; 4.7) en tant que substance active existante destinée à être utilisée dans les produits biocides relevant des types de produits suivants : désinfectants et produits algicides non destinés à l'application directe sur des êtres humains ou des animaux ; désinfectants pour les surfaces en contact avec les denrées alimentaires et les aliments pour animaux. Toutefois, le règlement précisait que les autorisations de tels produits biocides étaient assorties de plusieurs conditions. Le Président du Tribunal a décidé de joindre les deux affaires.

Dans cette ordonnance, le Président du Tribunal rappelle que *« le sursis à exécution et les autres mesures provisoires peuvent être accordés par le juge des référés s'il est établi que leur octroi est justifié à première vue en fait et en droit (fumus boni juris) et qu'ils sont urgents, en ce sens qu'il est nécessaire, pour éviter un préjudice grave et irréparable aux intérêts de la partie qui les sollicite, qu'ils soient édictés et produisent leurs effets avant la décision au principal. Ces conditions sont cumulatives, de telle sorte que les demandes de mesures provisoires doivent être rejetées dès lors que l'une d'elles fait défaut. Le juge des référés procède également, le cas échéant, à la mise en balance des intérêts en présence »* (pt. 23).

¹ Décision d'exécution (UE) 2018/619 de la Commission, du 20 avril 2018, refusant l'approbation du PHMB (1415; 4.7) en tant que substance active existante destinée à être utilisée dans des produits biocides des types 1, 5 et 6.

² Règlement d'exécution (UE) 2018/613 de la Commission, du 20 avril 2018, approuvant le PHMB (1415; 4.7) en tant que substance active existante destinée à être utilisée dans les produits biocides relevant des types de produits 2 et 4.

En ce qui concerne l'établissement d'un *fumus boni juris*, le Président note que les requérants, alors qu'ils invoquaient la commission d'erreurs d'appréciation par l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) et la Commission, n'ont pas démontré l'existence de telles erreurs et constate que plusieurs de leurs arguments ne sont pas étayés par des références précises à la documentation citée mais consistent en de simples affirmations, sans que ces dernières expliquent la pertinence des documents évoqués. Or, le juge précise qu'il ne lui incombe pas « *de rechercher, en lieu et place de la partie concernée, les éléments contenus dans les annexes de la demande en référé, dans la requête ou dans les annexes de la requête déposée dans l'affaire principale qui seraient de nature à corroborer la demande en référé* » (pts. 31 et 57).

En ce qui concerne l'urgence des mesures sollicitées par les parties et la mise en balance des intérêts, le Président du Tribunal se doit « *d'examiner si l'intérêt de la partie qui sollicite les mesures provisoires à obtenir le sursis à l'exécution de l'acte attaqué prévaut ou non sur l'intérêt que présente l'application immédiate de celui-ci* » (pt. 62). À ce titre, il ressort des actes attaqués que l'usage du PHMB (1415; 4.7) comporte « *des risques inacceptables pour la santé humaine et l'environnement* » (pt. 65). D'où l'interdiction de l'utilisation du PHMB (1415; 4.7) dans certains produits biocides, ou l'encadrement de son usage dans d'autres produits biocides par des spécifications et des conditions additionnelles. Dès lors, il convient d'observer que « *les restrictions de l'usage du PHMB (1415; 4.7), résultant des actes attaqués, promeuvent la protection de la santé humaine et de l'environnement et que [...] le sursis à l'exécution des actes attaqués est susceptible d'entraîner des risques pour la santé humaine et l'environnement* » (pt. 78). Dans le cadre de la demande en référé, ces risques doivent être mis en balance avec les intérêts défendus par les requérants qui sont essentiellement d'ordre économique (risques de perte de parts de marché, de faillite et de perte d'emplois). Toutefois, le Président du Tribunal va évoquer qu'il est constant dans la jurisprudence de la CJUE que « *les exigences liées à la protection de la santé publique doivent incontestablement se voir reconnaître un caractère prépondérant par rapport aux considérations économiques* » (pt. 81). Le caractère définitivement certain des risques que peuvent présenter des produits pour la santé et l'environnement importe peu. En effet, dès lors que « *des incertitudes apparaissent quant à l'existence ou à la portée de risques pour la santé des personnes, les institutions de l'Union [...] peuvent prendre des mesures de protection sans avoir à attendre que la réalité et la gravité de ces risques soient pleinement démontrées* » (pt. 85). Le Président du Tribunal finit par remarquer que les dangers économiques auxquels les requérants seraient susceptibles de faire face ne sauraient faire pencher la mise en balance des intérêts en leur faveur. Au contraire, cette dernière appelle un refus du sursis à l'exécution des actes attaqués et, en conséquence, le Président du Tribunal décide de rejeter les demandes en référé.